

2.2.3. Les transferts internationaux de revenus

Introduction

L'analyse des transferts étudie les changements dans les termes de l'échange qui trouvent leur source du côté de la demande. Les raisons qui font évoluer la demande relative sont nombreuses et souvent liées aux évolutions des goûts des consommateurs. Cependant, la raison la plus importante et qui soulève le plus de difficultés pour l'analyse est le transfert international de revenu.

Les transferts internationaux de revenu sont des transferts de revenus d'un pays à l'autre réalisés sans contrepartie. Ils peuvent prendre des formes diverses : réparations de guerre exigées par l'Allemagne à la France en 1871, puis par les Alliés à l'Allemagne en 1918 ; Plan Marshall pour la reconstruction de l'Europe après 1945 ; aides publiques aux pays pauvres. On a pu aussi interpréter l'embargo pétrolier décrété par l'OPEP en 1974 comme un moyen de réaliser un transferts de revenus grâce à la hausse des cours pétroliers. Les prêts internationaux ne sont pas à proprement parler des transferts de revenus puisqu'ils sont assortis d'une obligation de remboursement dans le futur. A court terme cependant, leurs effets sont similaires à ceux d'un pur transfert sans contrepartie. Aussi, l'analyse des transferts internationaux de revenu reste utile pour étudier les effets des prêts internationaux.

Le problème des transferts : la controverse Keynes-Ohlin

Les transferts de revenus affectent la structure de production et de consommation du pays donateur comme du pays receveur. On peut donc s'attendre à ce qu'ils affectent également les termes internationaux de l'échange. Ce problème fut soulevé dans les années 1920 à travers un débat célèbre entre deux grands économistes, Bertil Ohlin et John Maynard Keynes, à propos des conséquences économiques des réparations de guerre exigées par les Alliés à l'Allemagne après 1918.

Keynes avançait que pour rembourser les autres pays, l'Allemagne devrait exporter plus et importer moins, ce qui engendrerait inévitablement une détérioration de ses termes de l'échange et un coût supplémentaire au fardeau de sa dette. Ohlin rétorquait que le paiement des réparations provoquerait dans les autres pays un surcroît de demande qui se tournerait partiellement vers les produits allemands. La dégradation des termes de l'échange serait donc déjà limitée. Ohlin préconisait de renforcer ce mécanisme par un accord commercial international, qui aurait autorisé l'Allemagne à accroître temporairement ses tarifs douaniers tout en abaissant ceux des pays receveurs. Il en serait résulté un solde commercial allemand excédentaire sans dégradation des termes de l'échange. Dans le cas particulier en discussion, le débat tourna court puisque l'Allemagne ne versa qu'une petite partie des réparations prévues. Mais la controverse Keynes-Ohlin jeta les fondements de l'analyse moderne des transferts internationaux.

Les effets d'un transfert sur les termes de l'échange

Si l'économie locale transfère une part de son revenu au reste du monde, elle réduit son revenu à l'avantage de l'étranger. Par conséquent, nous aurons localement une baisse de la consommation et une hausse étrangère de la consommation. On retrouve ici, du côté de la demande, un problème analogue à celui abordé du côté de l'offre au § 221. En effet, nous avons observé que la croissance économique d'un pays affectait les termes de l'échange à partir du moment où elle modifiait les offres relatives mondiales.

De même, ici, les transferts vont affecter les termes de l'échange à partir du moment où ils modifient les demandes relatives mondiales.

Si le reste du monde ventile son supplément de revenu entre les biens A et I dans des proportions identiques à la réduction de dépense de l'économie domestique pour ces mêmes biens, alors la dépense mondiale de bien A et de bien I ne changent pas et il n'y a aucun effet sur les termes de l'échange. Mais si ce n'est pas le cas, il y aura forcément un effet sur les termes de l'échange, qui dépendra des écarts dans les structures de dépense des deux pays. Plus précisément, ces écarts surviennent à partir du moment où le pays donateur et le pays receveur ont des propensions marginales à importer différentes (cf. § 213). Désignons par m et m^* les propensions marginales à importer du pays domestique et du reste du monde. Rappelons que ces propensions indiquent pour chaque pays la fraction d'une dépense d'une unité monétaire supplémentaire qui serait allouée à la consommation des importables aux prix initiaux. Si l'on désigne par T le transfert, le pays domestique, aux prix initiaux réduit ses dépenses de bien agricole A de $m.T$. Le pays étranger importe des biens industriels ; il alloue donc $(1-m^*).T$ à la consommation agricole supplémentaire. La demande agricole mondiale augmente et les termes de l'échange de l'économie domestique se dégradent à la condition que :

$$(2.8) \quad (1 - m^*).T - m.T > 0 \Leftrightarrow m + m^* < 1$$

Si la somme des propensions marginales à importer est inférieure à l'unité, alors le transfert engendre un "fardeau secondaire" sous la forme d'une dégradation des termes de l'échange pour le pays donateur et d'une amélioration pour le pays receveur. C'est là la situation imaginée par Keynes. Au contraire, si la somme est supérieure à l'unité, alors c'est exactement le contraire qui se produit ; l'appréciation des termes de l'échange du pays donateur allège le coût du transfert.

La condition (2.8) implique une possibilité paradoxale. On pourrait concevoir que le paiement d'un transfert pourrait améliorer à ce point les termes de l'échange du pays donateur que celui-ci verrait son revenu réel augmenter au détriment du donataire qui le verrait baisser ! Cependant, comme pour la croissance appauvrissante, les conditions nécessaires à l'apparition de ce paradoxe sont beaucoup trop restrictives pour l'observer dans la réalité.

Nous avons restreint notre étude des transferts internationaux de revenus aux seules modifications des demandes. Mais rappelons que certaines formes de transferts (prêts à long terme, investissements directs étrangers) peuvent aussi être utilisées par le pays receveur pour accroître ses capacités de production.